

**No. 34**

## D É C R E T

### **DÉCLARATION D'UNE CATASTROPHE DANS LE COMTÉ DE JEFFERSON**

**ATTENDU QUE**, une rupture de conduite d'eau dans la ville de Watertown a perturbé l'approvisionnement en eau de toute la ville, affectant les résidents, les écoles, les hôpitaux et les établissements de soins, les pompiers et les services d'urgence, les entreprises, Fort Drum, et les villes voisines.

**ATTENDU QUE**, l'approvisionnement actuel en eau devrait s'épuiser aujourd'hui, ce qui crée une situation d'urgence en matière de santé et de sécurité publiques.

**PAR CONSÉQUENT, MOI, ANTONIO DELGADO**, lieutenant-gouverneur de l'État de New York, agissant en vertu de l'article IV, section cinq de la Constitution de l'État de New York, et en vertu de la section 28 de l'article 2-B de la loi exécutive, constate par la présente l'imminence d'une catastrophe à laquelle les collectivités locales concernées ne sont pas en mesure de répondre de manière adéquate. Par conséquent, je déclare par la présente l'état d'urgence en cas de catastrophe à compter du 19 octobre 2023, dans les limites territoriales du comté de Jefferson. Le présent décret est en vigueur jusqu'au 18 novembre 2023 ; et

**EN OUTRE**, conformément à la section 29 de l'article 2-B de la loi exécutive, j'ordonne la mise en œuvre du plan global de gestion des urgences de l'État et j'autorise, à compter du 19 octobre 2023, les agences de l'État, si nécessaire, à prendre les mesures appropriées pour protéger les biens de l'État et pour aider les gouvernements locaux et les personnes touchées à réagir et à se relever de cette catastrophe, et à fournir toute autre assistance nécessaire à la protection de la santé et de la sécurité publiques.

**EN OUTRE**, en vertu du pouvoir qui m'est conféré par la section 29-a de l'article 2-B de la loi exécutive de suspendre ou de modifier temporairement toute loi, loi locale, ordonnance, décret, règle ou règlement, ou une partie de ceux-ci, si le respect de cette loi, loi locale, ordonnance, décret, règle ou règlement empêche, entrave ou retarde l'action nécessaire pour faire face à l'urgence de la catastrophe, je suspends ou modifie temporairement, pour la période allant de la date du présent décret jusqu'au 18 novembre 2023, les lois suivantes :

- Loi générale sur les municipalités, article 5-A, dans les limites nécessaires pour acheter des

fournitures, des services, y compris des travaux de construction, et des équipements sans suivre les procédures habituelles d'avis et de passation de marchés ;

- Section 97-G de la loi de finances de l'État, dans les limites nécessaires à l'achat de nourriture, de fournitures, de services et d'équipements ou à la fourniture de divers services centralisés pour aider les gouvernements locaux, les particuliers et d'autres entités non étatiques concernés ;
- la section 112 de la loi de finances de l'État, dans la mesure où elle est compatible avec l'article V, section I de la Constitution de l'État, et dans la mesure où elle est nécessaire pour ajouter des travaux, des sites et du temps supplémentaires aux contrats de l'État ; et
- Les sections 163 de la loi sur les finances de l'État et l'article 4-C de la loi sur le développement économique, dans la mesure où cela est nécessaire pour acheter des marchandises, des services, des technologies et des matériaux sans suivre les procédures habituelles d'avis et de passation de marchés.

EN FOI DE QUOI, j'ai apposé ma signature  
et le sceau privé de l'État  
dans la ville d'Albany, le 19  
octobre de l'an deux mille vingt-  
trois.

PAR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Conformément à l'article IV de la constitution de l'État de New York

Secrétaire de la gouverneure